



Suite de la page 7 Sans compter l'enjeu «énorme» de transparence, la condition sine qua non pour adopter ce type de solution.

DRONES

Le débat est d'autant plus urgent que les habitués du marché sécuritaire ont déjà vu dans la crise sanitaire l'occasion de trouver de nouveaux débouchés (lire page 9). Ainsi de l'Américain Palantir, spécialiste du big data coutumier des contrats avec les services de renseignement, qui multiplie les offres de services auprès des autorités: après un deal avec le service de santé publique britannique, il est, selon *Bloomberg*, en discussion avec l'AP-HP. Ou de l'entreprise chinoise Dahua Technology, qui se fend de communiqués vantant ses caméras de surveillance thermiques... Sans oublier la «stratégie de légitimation et de banalisation» des drones «à laquelle participent les pouvoirs publics et les forces de police», dénonce Félix Tréguer.

Si «la technologie peut et doit jouer un rôle important durant cette mobilisation pour sauver des vies», «les initiatives des Etats [...] ne doivent pas servir de prétexte à entrer dans une nouvelle ère de systèmes généralisés de surveillance numérique invasive», avertit la lettre ouverte des ONG. «On peut se demander si on ne regardera pas cet épisode historique comme une vague de légitimation très rapide et efficace des appareils de surveillance contemporains», alerte Félix Tréguer, qui juge essentiel d'«essayer de sortir de l'état de sidération dans lequel nous plonge collectivement cette crise d'une ampleur inédite». ◀

En Israël, l'antiterrorisme pour détecter les malades

La sécurité intérieure israélienne utilise ses moyens de lutte contre les attentats pour faire face au coronavirus. Une stratégie dénoncée par les défenseurs des libertés civiles.

«Jusqu'à aujourd'hui, j'avais refusé d'appliquer ces mesures sur la population civile, mais nous n'avons plus le choix.» Ainsi parlait, le 14 mars, le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. Les «mesures» en question? Un euphémisme désignant le feu vert donné au Shabak, le tout-puissant organe de la sécurité intérieure, d'étendre ses moyens de surveillance antiterroriste aux porteurs du coronavirus, afin d'en cartographier les déplacements récents et d'identifier les personnes éventuellement contaminées à leur contact.

Sueurs froides

«En soi, ce n'est rien de très sophistiqué», considère le chercheur en sécurité informatique Iftach Ian

veillance ne fonctionne que dans les petits pays, de la taille d'Israël, où la masse de données concernant les malades reste gérable.»

Imposée d'abord par décret en contournant le Parlement, alors paralysé par la guerre de tranchées entre le Likoud de Nétanyahou et l'opposition, la décision de lâcher la bride aux services de renseignement pour traiter une crise civile a causé des sueurs froides chez les défenseurs des libertés.

En cause, la légèreté avec laquelle cette ligne jaune a été franchie lors d'un comité ministériel restreint. Ami Ayalon, chef du Shabak de 1995 à 2000, s'est inquiété dans les médias de l'apparente absence de supervision parlementaire, jusqu'à ce que la Cour suprême réclame la mise au parfum du sous-comité de la Knesset en charge du renseignement.

«Idée stupide»

«Compte tenu des circonstances, le comité a tenté de limiter les dégâts, assure Tehilla Shwartz Altshuler, en charge des médias et des libertés numériques à l'Institut israélien pour la démocratie. Mais personne n'a répondu à la question principale: pourquoi impliquer à ce point les services de sécurité dans la bataille contre le coronavirus? La plupart des démocraties occidentales n'ont pas fait ce choix.»

La surenchère du ministre de la Défense israélien, Naftali Bennett, qui ne cache pas son ambition de supplanter le ministère de la Santé dans la gestion de la crise, n'a fait que renforcer les inquiétudes des juristes et des activistes. Alors que

le Mossad a été chargé d'accumuler les respirateurs et les masques par tous les moyens, Bennett, politiquement sur la sellette, multiplie les propositions. Comme celle de confier à la sulfureuse firme israélienne NSO, au cœur de plusieurs scandales d'espionnage récents, la mise en place d'un programme de notation de la population, en partenariat avec l'armée. A partir de l'analyse des métadonnées récupérées par le Shabak, chaque citoyen serait classé selon la probabilité de son infection sur une échelle de 1 à 10. Pour Ben Israël, c'est «une idée stupide, potentiellement dangereuse. Que se passera-t-il le jour où les supermarchés vous demanderont votre note pour vous laisser rentrer?»

Mardi, le ministère de la Justice a fait connaître son opposition à cette «insolite» collaboration. Le ministère de la Santé a surenchéri en rappelant qu'il avait déjà lancé une application *open source* du nom de HaMagen («bouclier», en hébreu), permettant à chacun de croiser les informations déjà publiques sur les lieux de passage des malades avec ses propres déplacements. Amit considère que l'appli, conçue par des développeurs indépendants, est l'exemple à suivre: «Jamais des fonctionnaires n'auraient pu coder aussi vite une telle appli, avec autant d'attention portée à la confidentialité. Mais vous n'avez jamais ce niveau de transparence avec NSO.» Selon *Bloomberg*, la technologie de NSO serait en phase de test dans une douzaine de pays.

GUILLAUME GENDRON
Correspondant à Tel-Aviv